



Fédération indépendante, du Rail et des
Syndicats des Transports

Paris, le 27 avril 2020

Monsieur le Président de la République

La crise sanitaire qui touche le Monde et la France en particulier remet implacablement en cause les idées reçues et certaines politiques déclinées de longue date.

Vous l'avez constaté : de nombreux salariés, issus du secteur public comme du secteur privé, demeurent impliqués dans le fonctionnement quotidien de notre pays. Certains maintiennent l'activité industrielle et l'économie. D'autres assurent les services essentiels à la Nation, s'investissent au bénéfice des citoyens leur portant aide, soins, ou assurant leur sécurité. Ceci malgré les risques encourus, le surmenage, et parfois une incompréhensible hostilité.

Ironie du sort ce sont, pour partie, ces mêmes salariés qui font ou ont fait l'objet de réformes passées ou programmées. Des évolutions qui souvent occasionnent des reculs sociaux injustifiés, déstructurent les services publics, affaiblissent les capacités à exercer des missions essentielles ou la souveraineté du pays, briment des personnels dont l'investissement demeure pourtant intact à ce jour.

Même si vous ne l'avez pas –encore – évoquée, la situation de la SNCF est préoccupante. Comme d'autres entreprises, celle-ci a subi de multiples réformes guidées par le libéralisme et la technocratie. Les Français mesurent aujourd'hui pleinement, et dans tous les domaines, les conséquences néfastes de ces idéologies. Sur le plan économique, la SNCF se trouve également dans une situation extrêmement délicate, indirectement pour les mêmes motifs. Une posture qui devrait vous interpeller.

Vous-même et votre Gouvernement avez affirmé que nous devrions ensemble, le moment venu, tirer un large bilan de cette crise sanitaire et en déduire les mesures qui s'imposent. Notamment pour ne pas renouveler les erreurs du passé. Nous souscrivons pleinement à cette approche. Cependant, et sans plaider pour un immobilisme dogmatique, il nous paraît indispensable de gérer les priorités. Parmi elles, le redémarrage du pays qui nous semble essentiel.

Celui-ci ne pourra se faire qu'avec les Français et pas contre eux. Il s'avère donc indispensable que cette phase ne soit pas « polluée » par des réformes dont l'urgence serait contestable et dont la pertinence serait susceptible d'être remise en cause par les leçons tirées de la crise sanitaire. C'est en ce sens que **vous demandons qu'un moratoire soit décrété jusque fin 2020 sur toutes les réformes qui relèvent de la responsabilité de l'Etat. Dans le même sens, il nous paraît indispensable de suspendre toute réorganisation visant à supprimer ou à réduire des effectifs ou des moyens dans les services publics en général et à la SNCF en particulier.**

L'avenir de notre pays est en jeu, il passe inmanquablement par la restauration de la confiance entre les dirigeants et le Peuple. En ce sens, le moratoire constituerait indéniablement un atout.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

Pour FiRST, le Secrétaire Général, Bernard AUBIN